

techniques de fabrication à Winnipeg et le délai constamment repoussé de la construction bien nécessaire des nouveaux ateli-
 ers pour locomotives diesel à Transcona.

Je pourrais continuer encore longtemps, madame la présidente, mais je suis convaincu que vous me rappelleriez à l'ordre si je tentais de donner tous les exemples de la non représentation ou de la mauvaise représentation du Manitoba depuis que le gouvernement progressiste conservateur est arrivé au pouvoir en 1984. Sincèrement, je pense qu'au cours du débat sur le Programme énergétique national, les conservateurs en sont arrivés à dire «l'ouest du Canada» lorsqu'ils ne voulaient en fait parler que du secteur du pétrole et du gaz de l'Alberta. Les conservateurs étaient persuadés, à l'époque, d'être les seuls véritables porte-parole de l'Ouest, à l'exclusion de ceux d'entre nous qui, tout en exprimant leur désaccord avec eux sur certains aspects du Programme énergétique national, ne les appuyaient pas moins dans d'autres domaines, comme celui de la taxe sur les recettes pétrolières et gazières. Nous nous portions pourtant à la défense de l'Ouest, comme nous le faisons maintenant quand nous affirmons, en ce qui concerne le contrat d'entretien des CF-18, que le gouvernement n'a pas tenu compte des besoins et des aspirations légitimes du Manitoba. Cette décision aura des effets dévastateurs sur les provinces de l'Ouest.

• (1620)

J'imagine que beaucoup d'Albertains s'inquiètent également de cette décision. Les candidats progressistes conservateurs leur répètent depuis des décennies que pareille aventure ne saurait se produire que sous les auspices des gros méchants, les libéraux. Jamais un gouvernement progressiste conservateur ne prendrait une initiative semblable. Or, que viennent de constater les Canadiens de l'Ouest, surtout ceux du Manitoba? Qu'on peut s'attendre au pire sous un régime conservateur. On leur avait pourtant seriné le contraire pendant des années. Le plus grave, c'est que les beaux parleurs savaient qu'ils ne disaient pas nécessairement la vérité. Voilà pourquoi je me réjouis d'avoir pu ajouter ces quelques réflexions au débat.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Y a-t-il des questions ou des observations?

M. Edwards: Madame la Présidente, je saisis cette formidable occasion pour tenter de rétablir les faits. Je suis heureux que le député ait rendu hommage au gouvernement pour avoir tenu comme il le devait les promesses électorales qu'il a faites aux Canadiens de l'Ouest, notamment en procédant aujourd'hui à l'enterrement du Programme énergétique national.

Le député n'est-il pas disposé à admettre que les électeurs de l'Ouest se sont prononcés sur son parti, qui n'est pour eux qu'un parti de la réaction et du statu quo? Ne reconnaît-il pas que le gouvernement progressiste conservateur du Canada a su répondre aux besoins des particuliers, des petites entreprises et des travailleurs du pétrole, sans faire de concessions aux grosses sociétés pétrolières? Bien au contraire, en supprimant la taxe sur les revenus pétroliers et gaziers, le très honorable premier ministre (M. Mulroney) s'est acquitté des promesses qu'il avait faites le 6 juillet 1984. Il avait déclaré, à l'époque, dans un discours célèbre, que le gouvernement libéral avait

ruiné l'économie de l'Ouest avec le Programme énergétique national.

Le député ne se rend-il pas compte de toute l'aide dont l'Ouest du Canada, y compris le Manitoba, a bénéficié depuis l'élection du gouvernement actuel? Ne voit-il pas que le gouvernement fédéral a débloqué, en tout, 4,5 milliards de dollars pour soutenir l'agriculture de l'Ouest alors que le gouvernement précédent ne lui avait consacré que 2,8 milliards pendant les deux dernières années de son mandat? Je ne compte pas le milliard de dollars qu'a promis le premier ministre il y a quelques semaines. Le député ne comprend-il pas que les agriculteurs de l'Ouest poussent maintenant un soupir de soulagement lorsqu'ils remplissent de carburant diesel leur réservoir de 100 gallons? Ce même réservoir coûtait 115 \$ aux agriculteurs albertains en septembre 1984. Ils payeront dorénavant environ 40 \$. Cela représente, pour eux, une économie de plus de 5 000 \$ par année sur leur note de carburant.

Je laisse au député un peu de temps pour me répondre, mais je voudrais encore lui demander s'il ne trouve pas que le gouvernement actuel a fait plus pour soutenir l'agriculture dans l'Ouest et le secteur critique de l'énergie que n'importe quel autre gouvernement depuis l'époque de feu le très honorable John Diefenbaker?

M. Blaikie: Madame la Présidente, le député dit des choses bien étranges. Il prétend que l'électorat de l'Ouest du Canada a jugé très sévèrement le NPD dernièrement. Je lui rappelle que nous avons obtenu plus de voix que les progressistes conservateurs en Saskatchewan. Nous avons fait une percée remarquable, en Alberta, avec l'élection de 16 députés au dernier scrutin provincial. Nous avons été réélus au Manitoba. A part peut-être les élections en Colombie-Britannique, et je ne voudrais exagérer notre défaite, on n'a pas du tout l'impression que le NPD a essuyé un revers dans les trois provinces des Prairies.

M. Edwards: Les agriculteurs de l'Ouest vous ont complètement rejetés.

M. Blaikie: Le député n'a pas écouté ce que j'ai dit. J'ai dit que le gouvernement progressiste conservateur avait tenu la promesse qu'il a faite au secteur pétrolier. Je ne l'ai jamais contesté. J'ai dit cependant qu'il avait concentré ses efforts sur un point trop étroit s'il voulait vraiment répondre aux besoins de l'ouest du Canada.

M. Edwards: Et les agriculteurs?

M. Blaikie: J'ai dit que le parti progressiste conservateur n'avait absolument rien fait pour Winnipeg. Il a même pris des mesures qui compromettent son avenir. Je remarque que le député ne s'est pas levé pour nier ce fait. Voilà ce que j'ai dit, et j'espère qu'il écoutera mieux à l'avenir.

Il a parlé de tout l'argent que le gouvernement fédéral verse aux provinces. Que fait-il de la réduction des paiements de transfert destinés aux provinces pauvres comme le Manitoba? Je comprends qu'un représentant de l'Alberta comme lui ne s'intéresse pas à cela. Cependant, des provinces comme le Manitoba ne peuvent se passer des paiements de péréquation et du financement des programmes établis. Comment son gouvernement s'est-il comporté dans ce domaine? Il a cherché par tous les moyens à réduire les paiements de transfert. Ne me